



VILLE DE LUXEMBOURG

Histoire  
sommaire  
de la  
Ville de  
Luxembourg  
963-1963



NICOLAS ET PAUL MARGUE

---

Histoire  
sommaire  
de la  
Ville de  
Luxembourg  
963-1963





## 1. — Les origines. L'acte de 963. Le château de Lucilinburhuc

La ville de Luxembourg, en 1963, célèbre le millénaire de son existence. Personne, il est vrai, n'avait en 963 l'intention de bâtir une ville ni de jeter les fondements d'un État. Cependant le dimanche des Rameaux de cette année, il s'est passé à Trèves un fait divers qui n'a rien d'anormal, mais qui est à considérer comme un acte historique, consacrant l'origine de notre ville.

Ce jour-là, en effet, se trouvaient réunis au monastère de Saint-Maximin, autour de l'abbé Wicher, un certain nombre de seigneurs lorrains, mosellans, ardennais, parmi lesquels on remarquait le duc Frédéric de Lorraine et son frère utérin, un jeune homme du nom de Sigefroi. C'est ce dernier qui avait provoqué la réunion. Possédant des biens disséminés dans le territoire actuel du Grand-Duché, sur la Moselle, dans le Bon-Pays, et au nord, dans l'Oesling, il cherchait à donner un centre à ses possessions, afin de s'y établir à résidence et, de là, exercer le contrôle désirable. Après quelques tentatives restées sans résultat, il s'était adressé à l'abbaye de Saint-Maximin, proposant à l'abbé de lui céder une espèce de promontoire rocheux, avancé dans la vallée formée par deux cours d'eau, l'Alzette et la Pétrusse, se rejoignant dans le fond. Sur le rocher existaient encore les débris d'un petit castel qui, en des temps incertains, avait pu servir de refuge, mais qui ne paraissait plus avoir d'utilité pour l'abbaye. Sigefroi, désirant faire l'acquisition de cet emplacement, avait offert à l'abbé Wicher de lui donner en échange une partie

d'un domaine qu'il possédait plus au nord, en un endroit appelé Viulun, le Feulen de nos jours. L'abbé, après en avoir délibéré avec son chapitre, avait donné son acquiescement et les seigneurs avaient été convoqués pour participer aux formalités nécessaires, témoins et garants de l'acte d'échange qui allait être conclu entre l'abbaye et le comte Sigefroi.

Les détails de cette opération nous sont connus par le document original, conservé à la bibliothèque de la ville de Trèves, et dont le texte a été plus d'une fois publié et reproduit (Wampach, *Urkunden- und Quellenbuch*, I, 173). Il s'y trouve le nom du castel « Lucilinburhuc » (petit château), qui est devenu celui de la ville et du pays de Luxembourg. Il s'y trouve encore une précision topographique : le terrain cédé à Sigefroi va « depuis le lit de l'Alzette jusqu'à ces vieux troncs d'arbres devant le rempart du castel . . . selon qu'il s'étend au long et au large. »

Selon toute vraisemblance Sigefroi doit avoir entrepris sans retard la construction d'un château féodal, situé sur le promontoire que nous appelons le « Bock » et relié à la terre ferme, vers l'actuel Marché aux Poissons, par une tête de pont fortifiée, à l'intérieur de laquelle devait se trouver un emplacement libre, servant de lieu de rassemblement et bientôt de marché. Le 5 novembre 987, à la demande de Sigefroi et de son épouse Hedwige, l'archevêque Egbert de Trèves y vint consacrer une église située à l'intérieur, « in castro Lucilinburco », et qui était assez spacieuse pour contenir cinq autels. Le lendemain l'archevêque consacra également une chapelle au château même.

## 2. — Sigefroi et sa dynastie

Qui est ce comte, dont les faits et gestes ont donné lieu, sans son intention, au développement d'une ville et à la formation d'un État féodal ?

Les anciens historiens luxembourgeois et lorrains le prenaient pour un descendant des Carolingiens, fils de Cunégonde, petite-fille de Louis le Bègue et nièce de Charles le Simple, tous les deux rois de France. Des recherches récentes paraissent établir qu'il se rattache bien à la dynastie carolingienne, mais seulement par sa femme Hedwige, tandis que lui-

même appartiendrait à la famille ducale de Saxe qui, avec Henri I<sup>er</sup> l'Oiseleur, est arrivée à la royauté allemande et avec le fils de celui-ci, Othon I<sup>er</sup> le Grand, à l'Empire, le Saint-Empire romain, devenu ainsi de nation germanique.

La généalogie ainsi élaborée de Sigefroi paraît assez compliquée. Il ne serait fils ni de Wigéric, comte d'Ardenne, époux de Cunégonde, ni de Ricuin II de Verdun, comme on le supposait dans le temps, mais pourtant le fils d'Amaurée de Ringelheim, seconde épouse de ce Wigéric, après la mort duquel elle aurait épousé d'abord Ricuin II de Verdun et puis Evrard II de Hamaland, lequel serait le véritable père de Sigefroi et aussi celui de Thierry, devenu évêque de Metz. Ainsi s'expliqueraient certaines confusions et certaines invraisemblances ou obscurités. Frédéric de Lorraine et Giselbert, comte d'Ardenne, cité dans l'acte d'échange de Saint-Maximin, seraient ainsi ses frères utérins.

Quoi qu'il en soit, de même que la construction du château-fort de Sigefroi a donné naissance à la ville de Luxembourg, de même lui personnellement est-il devenu l'ancêtre de la dynastie des comtes de Luxembourg. Le titre de comte de Luxembourg paraît à la charte de fondation de l'abbaye de Munster (1088) par Conrad I<sup>er</sup>, dont le sceau apposé porte : + Conradus comes de Lucemburg. (Wampach I, 301).

Ce n'est pas ici l'endroit de retracer, même sommairement, l'histoire du comté de Luxembourg et de sa glorieuse dynastie qui, au cours et vers la fin du Moyen-Age, a fourni des empereurs au Saint-Empire, Henri VII, l'« *Alto Arrigo* » de Dante, fameux par son expédition d'Italie, Charles IV, le liquidateur des conceptions médiévales périmées, Sigismund, le restaurateur de l'unité de l'Eglise, des rois aussi à la Bohême et à la Hongrie, tel avant tout le dernier roi-chevalier, le fameux Jean l'Aveugle, mort héroïquement à Crécy en 1346, comme allié du roi de France contre l'Angleterre. Après la mort de Sigismund, qui ne laissait qu'une fille, Elisabeth, l'Empire passa, en 1437, à son gendre Albert II de Habsbourg-Autriche, et sa terre natale, le Luxembourg, promu entretemps duché, devint l'enjeu des luttes entre les nouvelles puissances européennes, Bourgogne, Espagne, France, Autriche.

Ce fut, de 1443 à 1795, l'époque dite des dominations étrangères, un souverain du dehors portant le titre de duc de Luxembourg, sans que cependant cette espèce d'union personnelle comportât pour le Luxembourg l'annexion en due forme à un pays étranger. Le duché gardait son existence autonome, ses états, ses institutions, ses us et coutumes, ses particularités et sa religion jusqu'à l'annexion à la France, qui dura de 1795 à 1815. Ce fut le Congrès de Vienne qui, après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>, restaura le Luxembourg indépendant, avec le titre de Grand-Duché.

### 3. — Le développement de la ville

On a essayé, sans aucune preuve, d'attribuer une origine romaine au petit castel qui, du temps de Sigefroi, se trouvait encore à proximité du rocher du Bock. Une agglomération romaine avait sans doute existé sur le plateau du Rham, une route romaine passait jusqu'à l'entrée du Bock pour descendre dans la vallée de l'Alzette et remonter vers le plateau de Weimershof où le tracé peut encore être identifié. D'importants restes d'une construction romaine viennent d'être découverts au Fetschenhof. Mais du temps de Sigefroi il n'existait plus aucun souvenir de l'époque romaine, l'invasion des barbares avait passé depuis cinq siècles déjà et les tribus germaniques des Alamans et des Francs ripuaires avaient inauguré une nouvelle colonisation dans une région en déconfiture.

L'espace entouré par la première enceinte accolée au château du comte était fort réduit, s'étendait à peine jusqu'au Marché-aux-Poissons actuel. Mais relativement tôt la population établie devant l'enceinte s'était agrandie à tel point qu'il fallait penser à la comprendre dans ce qui allait devenir une localité et à la protéger par un nouveau mur qui étendrait ainsi la première fortification vers l'ouest. Enfermant un espace de cinq hectares environ, cette seconde enceinte était flanquée de douze tours carrées et percée de six portes. Elle a été construite vers 1050, sous le troisième successeur de Sigefroi, Giselbert, et suivait un tracé qui est marqué encore aujourd'hui par la rue dite du Fossé et la rue de Clairefontaine. Outre quelques tours encadrées dans les pâtés de

maisons, la Porte aux trois tours de la montée de Pfaffenthal comprend des restes de cette enceinte (Cf. J. P. Koltz, *Baugeschichte der Stadt und Festung Luxemburg*, 3 tomes depuis 1944).

Dans les deux siècles suivants, les successeurs de Sigefroi, reconnus comme leurs suzerains par la plupart des seigneurs terriens des environs, réussirent malgré le voisinage des deux principautés épiscopales de Trèves et de Metz, à agrandir notablement leurs domaines, sans cependant être parvenus à en assurer l'unité territoriale et à les doter d'une organisation politique achevée. Cette réforme allait être accomplie par la comtesse Ermesinde (1196—1247) qui a triplé l'étendue du comté de Luxembourg et l'a doté d'une administration régulière avec tous les attributs d'un État normalement constitué. (Cf. Herchen-Margue, *Manuel d'histoire nationale*, 6<sup>e</sup> éd., 1952).

Dans l'histoire de la ville de Luxembourg, la comtesse Ermesinde est intervenue par un acte d'une particulière importance en lui octroyant une charte d'affranchissement, selon les usages de l'époque, en 1244. La régularisation de l'état juridique des citoyens de Luxembourg allait exercer un notable attrait sur la population qui augmentait assez rapidement en dehors de la deuxième enceinte. Ce fut sous Jean l'Aveugle (1310—1346) que le plan d'une troisième enceinte fut conçu et reçut un commencement d'exécution. Le successeur de Jean, son fils Wenceslas I<sup>er</sup>, continua l'œuvre entreprise, laquelle fut achevée sous Wenceslas II (1383—1419). Le pourtour de ce troisième mur, du côté de la ville haute, est approximativement marqué par le boulevard Royal actuel. Du côté des faubourgs, il englobait le plateau du Rham; les tours et murailles qui y subsistent datent de ce temps. C'était la dernière extension de la ville proprement dite, qui restait confinée dans ces limites étroites jusqu'au démantèlement de la forteresse, décrété en 1667. Il est vrai que les ouvrages de fortification eux-mêmes devaient être considérablement étendus par la suite: il en sera question plus loin. Mais si la ville avait cinq mille habitants en 1310, elle n'en avait encore que huit mille en 1795, à la fin de l'Ancien Régime.



#### 4. — Population et administration médiévales

Résidence de comtes et ducs devenus rois et empereurs, la ville n'a jamais songé à renier ses maîtres. Aussi l'influence du prince était-elle longtemps prépondérante. L'intendant, le maître-monnaieur, les serviteurs du château-fort, les moines du comte établis tout contre sa résidence n'étaient-ils pas parmi les premiers à occuper l'emplacement acquis par Sigefroi ? Le cellérier du comte et le receveur de son domaine figureront longtemps au nombre des principaux bourgeois et des échevins de la ville.

La population pourtant avait encore d'autres racines. Manants cultivant au pied du rocher le sol fertile de la vallée de l'Alzette ; méuniers, tisserands, tanneurs, sochiers utilisant sur les deux rives le courant d'eau indispensable à leurs métiers ; artisans de tout genre, aubergistes, marchands surtout, se fixant peu à peu aux portes de la résidence pour former la ville haute, voilà les noyaux divers de la population bientôt unie, et, du même coup, les éléments économiques du Luxembourg médiéval. Point de notaires, pas de basoche, nous sommes, pour longtemps encore, en pays de droit coutumier ; point de noblesse indépendante, le prince, au château n'admet qu'une ministérialité soumise et souvent d'humble origine. Durant cinq siècles, la bourgeoisie se composera avant tout de gens des métiers et du négoce.

Paral eux, des foies, la fortune s'installe. Vers 1120, l'un d'eux, Hézelon est assez riche pour fonder dans le quartier du Nouveau Marché une église qu'il fait dédier à Saint-Nicolas, patron des marchands. C'est l'origine de la première paroisse proprement urbaine, signe indubitable d'une agglomération en expansion. Luxembourg devient le centre des échanges commerciaux de la région ; la ville, ici comme ailleurs, attire les « vilains » des alentours, et cela d'autant plus que le mouvement démographique ascendant libre, à la campagne de plus en plus défrichée, une main-d'oeuvre en surcroît. Production locale, commerce régional ; ce n'est que tardivement, au déclin des foires de Champagne, qu'une route transcontinentale se tâte par la pays. Il ne faut donc pas placer Luxembourg au niveau des grandes villes médiévales produisant pour l'exportation lointaine, bien que sa draperie

au treizième siècle fût florissante ; mais si Gand ou Cologne, et même Trèves et Metz devancent d'assez loin la cité des bords de l'Alzette, Luxembourg présente pourtant, dans ce Moyen-Age avare de localités populeuses, une envergure digne d'intérêt.

L'organisation interne de la ville se développe au même rythme. Situé dans cette Lotharingie, creuset de deux mondes, que les historiens récents s'accordent à considérer comme le terrain le plus favorable à l'éclosion des villes européennes en deça des Alpes, Luxembourg connaît tôt l'institution d'un collège d'échevins, juges et administrateurs nommés à vie, présidé par un justicier échangé tous les ans à la Saint-André. Cette autonomie communale surveillée par le prince fut à l'origine l'expression même de la solidarité des bourgeois et c'est comme telle qu'elle fut ratifiée dans la charte d'affranchissement de 1244. Mais, comme partout, les privilèges concédés tournaient rapidement à l'avantage d'une caste de patriciens entreprenants et favorisés par le prince. Les Aspelt (la famille de l'archevêque Pierre de Mayence, dont le rôle, dans la politique impériale, fut prépondérant) à la fin du treizième siècle, Gobel de Remich, prévôt de Luxembourg et homme de confiance de l'archevêque Baudouin de Trèves autour de 1340, Gilles de Cattenom, échevin hardi à l'égal des chevaliers-brigands, Henri de Bettingen, partisan d'Antoine de Bourgogne, duc de Brabant, au début du quinzisième siècle, sont autant d'exemples illustrant la mainmise de quelques familles sur les fonctions communales lucratives et influentes : les patriciens prenaient la noblesse en point de mire, déjà certains réussirent à y entrer, d'autres y établirent leurs enfants par des mariages avantageux.

Que le peuple des métiers se soit insurgé contre le népotisme et l'esprit de caste, de rares documents permettent de l'affirmer. En 1289 une émeute populaire éclate contre l'arbitraire du conseil princier et contre le magistrat de la ville ; au début du 15<sup>e</sup> siècle, l'un des échevins est forcé à faire amende honorable devant la bourgeoisie entière ; vers la fin du Moyen-Age les métiers obtiennent la satisfaction que le justicier, une année sur deux, sera choisi dorénavant parmi les bourgeois et en dehors du collège échevinal. Le

sens de ces aspirations est clair ; mais jamais, à Luxembourg, le magistrat ne perdra le gros de ses privilèges avant la fin de l'Ancien Régime. Le peuple de Luxembourg, volontiers frondeur, n'a pourtant jamais réussi sa révolution.

L'Eglise médiévale, d'ailleurs, a dû jouer son rôle modérateur. Elle était, à Luxembourg, étroitement liée à la population. Si l'abbaye de Notre-Dame de Munster, de par sa création et sa situation, était rattachée de près au château et à la famille princière, elle gardait pourtant le contact quotidien avec la ville par l'école du monastère, qui exerçait jalousement le monopole de l'instruction (déjà bilingue) pour toute la région. Pour les Clarisses du couvent du Saint-Esprit, les Franciscains, les Béguines, les Dominicains, qui tous étaient fixés à Luxembourg dès le treizième siècle, l'interdépendance était plus nette encore. C'est dans ces monastères que sont admis les fils et les filles de la bourgeoisie et les dots et anniversaires qu'ils apportent ; c'est ici que se réunissent les membres des corporations et confréries des métiers ; c'est au profit des religieux que s'accumulent de nombreuses rentes sur des immeubles de la ville ; c'est de leurs commandes enfin que dépend une partie de l'artisanat, les métiers d'art notamment. L'activité hospitalière, par contre, est laissée à l'Ordre teutonique et à l'hospice Saint-Jean fondé en 1308 au faubourg du Grund par la générosité de la comtesse Marguerite, épouse de Henri VII. L'institution a perduré à travers les siècles : l'hospice, sous la surveillance de la ville, continue de nos jours à héberger les vieilles gens de la commune.

### 5. — Evénements militaires. Constructions nouvelles

Ni le château-fort de Sigefroi et de ses successeurs, ni la petite forteresse médiévale n'avaient été au centre de graves événements militaires. Les comtes de Luxembourg, ni plus ni moins belliqueux que d'autres seigneurs de l'époque, avaient joué leur rôle dans les conflits armés de leur temps. Guerroyant pour la défense et l'extension de leurs droits et de leurs possessions, ils n'avaient jamais eu à soutenir d'importants combats sur le territoire ou autour de leur ville fortifiée. Le quinzième siècle par contre allait inaugurer une période d'un caractère très différent.

D'abord l'extinction de la dynastie indigène provoquait autour du duché et pour la possession de la ville-forteresse des compétitions interminables, auxquelles intervenaient toutes les grandes puissances voisines. Puis l'usage généralisé des armes à feu et notamment de l'artillerie allait changer du tout au tout les conditions de la stratégie et de la tactique militaires. Ce n'était à l'avantage ni de la ville ni du pays de Luxembourg.

Le premier conflit éclata à propos de l'héritage luxembourgeois et à la suite des détestables habitudes de l'époque, amenant des seigneurs besogneux à engager leurs possessions territoriales pour des dettes qu'ils n'étaient pas à même de payer. Peu de temps après la mort de Sigismond, le Luxembourg était l'objet des projets politiques des ducs de Bourgogne, qui rêvaient de reconstituer à leur profit entre la France et l'Allemagne l'ancienne Lotharingie, l'Empire du Milieu, d'où ils espéraient dominer les deux autres. Après le décès du gendre de Sigismond, Albert II d'Autriche (1439), sa veuve Elisabeth céda ses droits sur le duché de Luxembourg à son gendre Guillaume de Saxe, tandis que sa cousine Elisabeth de Goerlitz, souveraine engagiste, s'arrangeait avec son neveu Philippe le Bon, duc de Bourgogne. À défaut d'un accord financier, Philippe envahit le Luxembourg, s'établit à Arlon et, de là, occupa peu à peu tout le pays à l'exception de Luxembourg et de Thionville. La forteresse de Luxembourg était tenue par un corps de huit cents hommes à la solde de Guillaume de Saxe. Philippe hésitait sur les mesures à prendre, quand ses officiers lui soumièrent un plan de s'emparer de la ville par escalade. Effectivement, dans la nuit du 21 au 22 novembre 1443, les Bourguignons réussirent à escalader le mur de la forteresse, à une poterne mal gardée au-dessus de la vallée de la Pétrusse (à l'endroit où se trouvent aujourd'hui les bureaux du service électrique de la ville, boulevard Roosevelt). Avancant à l'intérieur des remparts, ils surprirent la garde de la porte des Juifs et ouvrirent celle-ci. Le gros de l'armée, arrivée entretemps, se jeta dans la ville aux cris de « Notre-Dame ! Ville gagnée ! Bourgogne, Bourgogne ! » sans trouver beaucoup de résistance. Seul, au Marché-aux-Poissons, le prévôt et échevin Jean Chalop se

jeta sur un chevalier picard qu'il blessa au bras, mais il fut vite assommé. La ville prise fut pillée selon la règle, le butin vendu, la part du duc fut énorme, celle du simple soldat de sept florins et demi. La ville fut durement traitée, ses franchises et privilèges supprimés, ses biens confisqués, son sceau à la tour crénelée remplacé par celui du duc. Ces mesures de rigueur furent cependant adoucies dans la suite et notamment par Marie de Bourgogne, la petite-fille de Philippe, devenue l'épouse de Maximilien d'Autriche, le futur empereur, grand-père de Charles-Quint, roi d'Espagne et, à son tour, empereur.

Charles-Quint, souverain du pays — à sa naissance il avait reçu le titre de duc de Luxembourg — vint inspecter la forteresse et ordonna des travaux de renforcement. Pendant les guerres que se livrèrent la France de François I<sup>er</sup> et l'Espagne de Charles-Quint, la forteresse de Luxembourg fut deux fois prise par les Français et deux fois reprise par les Impériaux (1542-44). Les bombardements successifs détruisirent l'abbaye d'Altmünster et endommagèrent fortement l'église de l'abbaye ainsi que le château des anciens comtes de Luxembourg. Tandis que le monastère ne fut pas restauré, le château disparut quelques décades plus tard. Les Bénédictins, emportant les restes mortels de Jean l'Avougle, allèrent s'établir dans le faubourg du Grand (Neumünster).

En 1554, l'église des Franciscains (à la place Guillaume actuelle) fut frappée par la foudre et le dépôt de poudres logé dans les combles provoqua une terrible explosion, qui détruisit une grande partie de la ville haute avec l'ancien hôtel de Ville. La ville fut reconstruite sur un plan élargi, plus régulier, à l'intérieur de la troisième enceinte ; la rue Philippe II actuelle fut tracée en 1555. Un nouvel hôtel de Ville, qui est devenu le Palais grand-ducal, fut érigé en 1572. Le comte de Mansfeld, nommé gouverneur du pays dès 1545, fit bâtir à partir de 1563 son fameux château entouré d'un splendide parc dans le faubourg de Clausen. Quelques traces en subsistent, tandis que le bâtiment principal fut détruit dans les événements militaires du 17<sup>e</sup> siècle. La démolition complète eut lieu en 1777.

Pendant toute cette période, du début du 15<sup>e</sup> à la fin du 17<sup>e</sup> siècle, la forteresse de Luxembourg fut modernisée, agran-

die et renforcée par de nouvelles redoutes et de nouveaux bastions, établis principalement à l'ouest et au nord. Elle fut plusieurs fois menacée par des armées françaises, sans cependant être prise.

À l'intérieur, des constructions importantes furent érigées par les Pères Jésuites, qui s'étaient établis définitivement à Luxembourg depuis 1594. En 1607 ils commencèrent à bâtir leur collège, l'Athénée actuel, et en 1618 leur église, achevée en 1621, la partie ancienne de l'actuelle cathédrale. De 1625 à 1627, ce fut le tour de la chapelle du Glacis, où ils introduisirent la vénération de Notre-Dame Consolatrice des Affligés. En 1666 la Consolatrice fut élue patronne de la ville, ce fut la première grande procession. En 1677 les États du duché la choisirent solennellement comme patronne du pays. C'est l'origine des grands pèlerinages qui ont lieu chaque année entre le troisième et le cinquième dimanche après Pâques.

Durant la guerre de Trente Ans et plus tard, jusqu'en 1715, la ville comme le pays tout entier eut à souffrir terriblement tant des événements de guerre que d'épidémies et de disette. Les travaux de fortification étaient activement poussés, car les Espagnols se sentaient à tout moment menacés par des attaques françaises, la guerre ne s'arrêtant qu'à de rares et brèves intermittences. En 1671 le comte de Monterey, gouverneur général des Pays-Bas chargea l'ingénieur général Louvigny d'exécuter d'importants travaux de défense. À cette occasion une cinquantaine de maisons du Grund et celles de la montée de Pfaffenthal furent détruites et les habitants logés dans trois nouvelles rues à l'intérieur de la ville haute : les rues Louvigny, Monterey et Chimay encore actuellement existantes.

Ces précautions n'étaient pas inutiles, car à cette époque Louis XIV guettait l'occasion de s'emparer de la forteresse. Plusieurs complots furent découverts et déjoués pendant les guerres de l'époque : guerre de dévolution, guerre de Hollande. Ce fut finalement après la paix de Nimègue (1678) que Louis XIV inaugura la politique dite des Réunions et qu'il réclame Luxembourg comme une soi-disant dépendance de Thionville, qu'il avait obtenue par le traité des Pyrénées (1659). Ayant occupé successivement toutes les positions du



La ville en 1565  
(plan L. Guicciardini)









le Monument du Souvenir  
au fond à droite : le Siège de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

plat pays, les armées françaises vinrent assiéger la forteresse en 1682, reculèrent en 1683, quand les Turcs apparurent devant Vienne, mais revinrent, sous le maréchal de Créquy, en novembre 1683, pour bombarder la ville pendant six jours, à tel point qu'un chronogramme latin : *DestrVCtIo Vrbls LVXeMbVrgensIs*, en affirma la destruction totale. Mais Créquy dut encore se retirer et ce n'est qu'en avril 1684 qu'il revint à la tête d'une forte armée pour un siège en règle, dirigé par Vauban et qui devait aboutir à la capitulation des Espagnols.

Les Français occupaient le pays de 1684 à 1698 et ces années amenèrent des changements importants dans la situation tant du duché que de la forteresse. Beaucoup de Français vinrent s'établir dans le pays et y restèrent. Les enceintes de quelques villes et les châteaux-forts du pays furent en grande partie démolis, mais Vauban reçut l'ordre de compléter par de grands travaux les fortifications de la ville de Luxembourg que Louis XIV espérait garder. Durant le siège l'ingénieur du roi avait constaté que la forteresse était facilement attaquable par l'artillerie moderne sur les fronts sud et est, où l'étendue des vallées ne suffisait plus pour mettre la ville à l'abri des bombardements. Fort de cette expérience, il allait élargir le système des fortifications en plaçant des ouvrages de défense au bord opposé des deux vallées, au plateau Bourbon (qui en a gardé le nom), à Bonnevoie, au Verlorenkost, au plateau du Rham et sur la hauteur du Crunewald. Il compléta les travaux inaugurés par Louvigny sur le front ouest et fit bâtir de nouvelles casernes au plateau du Saint-Esprit et au Pfaffenthal.

Par les traités qui mirent fin à la guerre de succession d'Espagne la souveraineté du duché de Luxembourg fut attribuée à l'Autriche, qui la conserva jusqu'à la révolution française (1795). Pendant cette période plus tranquille, la forteresse fut encore étendue et renforcée, selon les plans principalement de l'ingénieur général de Beauffe, qui continuait ainsi l'œuvre de Louvigny et surtout de Vauban. Parmi les ouvrages d'art de cette époque il convient de signaler le pont du château, le réseau souterrain des casernes, surtout celles du Boek, qui constituent encore maintenant une des curiosités

touristiques de la ville, et les bastions du Fetschenhof et de Thungen (Trois Glands), sur la hauteur du Grunewald. Ainsi Luxembourg devint une des plus formidables forteresses de l'Europe, le Gibraltar du Nord, comme on se plaisait à l'appeler.

## 6. — Sujets de tout le monde et de personne.

### Visites princières

Pendant que les puissances se battaient pour cette forteresse, dans quelle orbite la vie locale se déroulait-elle ? Qu'elle ait beaucoup souffert d'être entraînée dans les neuf ou dix sièges, blocus et prises qui se succédaient du 16<sup>e</sup> au 17<sup>e</sup> siècles, rien de plus évident. Non seulement qu'à chaque génération les bombardes abattaient les toits et brûlaient les pignons, mais la ville, par la force des choses, s'enferma dans son double carcan de forts et ménagea chichement les portes ouvertes au commerce. La prospérité des négociants et des aubergistes dépendait avant tout des constructions militaires et de l'appétit de la garnison. Deux ou trois mille grenadiers et dragons sur cinq ou six milles bourgeois, la proportion d'étrangers aura de tout temps été forte à Luxembourg... et l'entente ne fut pas toujours des meilleures.

C'est que la population, se repliant sur elle-même dans une ville dont les édifices les plus spacieux étaient des refuges\*, a pu suffisamment développer ses particularités pour rester indifférente aux entreprises des temps. Mentalité de forteresse... Familier des coups du sort, appréciant les commodités (le plus souvent absentes) de la vie, connaissant tout citadin comme son voisin d'en face, conscient de tout ce qui le différenciait du paysan des alentours, le Luxembourgeois de Luxembourg ne perdait pas de sitôt sa manière de penser et de vivre, même lorsque vers 1875 le démantèlement des ouvrages de fortification était chose faite.

Il est vrai que depuis longtemps les merciers et les artisans n'étaient plus les seuls à diriger leur cité. Si les rangs de ces

\*) Celui de Saint-Maximin héberge actuellement le Ministère des Affaires Etrangères; le Ministère des Finances est logé au refuge du couvent du Saint-Esprit, le Conservatoire de la Ville dans celui d'Orval etc.

derniers se renforçaient par l'immigration de drapiers et de chaudronniers brabançons, de maçons tyroliens et de Français de tout genre, ils furent cependant supplantés, depuis le seizième siècle, par une catégorie nouvelle de bourgeois. L'établissement d'un conseil de gouvernement par les Bourguignons, qui devint Conseil Provincial sous le régime espagnol, avait formé une classe de juriscultes, conseillers et procureurs, greffiers et secrétaires de profession. Formés à l'école classique des Pères Jésuites, envoyant leurs filles à celle des Chanoinesses de la Congrégation de Notre-Dame, établie dans la ville depuis 1627, ils apportaient à Luxembourg les fruits de la Renaissance. C'est de leurs rangs que sortirent des collectionneurs d'antiquités, des historiens avertis, mais aussi des missionnaires actifs au service du renouveau de l'Église. La famille Wiltheim, produisant à elle seule plusieurs juristes et savants de premier plan, témoigne mieux que toute autre du niveau intellectuel élevé dans ces milieux. En s'installant en tête de la bourgeoisie, les hommes de loi devaient subir jusqu'en 1795 les récriminations des maîtres des treize métiers traditionnels. Mesquines et âpres querelles de préséance... Aux processions en l'honneur de Notre-Dame ou de Saint Hadrien, invoqué contre la peste par un vœu solennel, le magistrat et les maîtres n'avaient-ils pas le droit de précéder les avocats du Conseil ? Il faudra le rationalisme «éclairé» de la fin de l'Ancien Régime et l'égalitarisme des émules locaux de Saint-Just pour remplacer ces rivalités passionnées par des luttes d'influence d'un genre plus moderne.

Outre les événements militaires et les dissentiments internes, la monotonie des travaux et des jours, à Luxembourg, se rompaient lorsqu'au passage quelques princes voulaient bien s'arrêter dans l'inconfortable forteresse. Philippe le Bon de Bourgogne, Maximilien d'Autriche, Charles-Quint étaient venus voir leur conquête ou la défendre. En 1687, accompagné d'une suite où figuraient Madame de Maintenon et l'historiographe Jean Racine, le Roi Soleil fit de même. Il se montra très généreux notamment vis-à-vis des ordres religieux, faisant rebâtir l'église des Dominicains (St. Michel), agrandir le collège des Jésuites pour y faire donner des cours de philosophie et de théologie, soutenir les efforts des religieuses de la

Congrégation, où un écusson dans le mur extérieur aux armoiries fleurdelysées rappelle le souvenir de la visite royale. Maximilien-Ermanuel de Bavière, au début du siècle suivant, s'efforça d'en imiter la pompe ; Joseph II, par contre, grand réformateur des excès baroques et hostile aux réjouissances populaires, en 1781, se voila de l'incognito et frustra les Luxembourgeois d'une bonne journée et leurs enfants d'un jour chômé.

### 7. — Goethe et Napoléon

L'année 1789 vit le début d'une commotion bien plus fondamentale que ne l'avaient été les innovations de l'autoritaire Habsbourg. La révolution française allait renverser l'ancien régime, d'abord en France, et lancer à nouveau les armées françaises à la conquête de l'Europe. En 1792, les Prussiens du duc de Brunswick passèrent par Luxembourg pour envahir la France et revinrent après Valmy. C'est à cette occasion que Goethe, qui suivait l'armée prussienne avec le duc de Weimar, s'arrêta plusieurs jours à Luxembourg. Il a laissé de la forteresse une mémorable description où il insiste sur l'heureux mélange d'une situation naturelle pittoresque et des travaux d'art d'une savante perfection.

En novembre 1794, les Français, victorieux en Belgique, ayant occupé déjà la plus grande partie du Luxembourg, vinrent mettre le siège devant la forteresse qui, sous le vieux maréchal de Bender, se défendit vaillamment, mais fut forcée par le manque de vivres à capituler, le 7 juin 1795. C'était le début d'une domination française qui, après une annexion provisoire, fut légalisée par le traité de Campo-Formio et dura jusqu'en 1814, sous la république et sous l'empire de Napoléon I<sup>er</sup>. Ce fut la fin de l'existence particulière du Luxembourg, dont le territoire fut réparti entre quatre départements français, celui dit des Forêts comprenant exclusivement des terres luxembourgeoises.

Le 9 octobre 1804 Napoléon vint à Luxembourg et fut reçu par le maire J.B. Servais et le commandant de la forteresse qui, sous les yeux d'une garde d'honneur formée de bourgeois de la ville et de garçonnets costumés en mamelouks, présenta les clefs de la place. Suivant la tradition l'une

des clefs aurait été celle que portait la statue de Notre-Dame, Consolatrice des Affligés. Napoléon aurait refusé de l'accepter: «Reprenez-là, elle se trouve en bonnes mains.» Après avoir examiné, en trois jours, l'état des fortifications, il fit don à la ville de l'église et du couvent des Franciscains cordeliers avec les jardins qui les entouraient. C'était la plus grande église de la ville. Elle aurait dû devenir église paroissiale, mais finalement elle fut démolie et l'emplacement transformé en place publique, place Napoléon; c'est la place Guillaume actuelle. Un plan grandiose fut élaboré pour la doter d'édifices dans le style de l'époque et l'entourer d'arcades, mais seul l'Hôtel de Ville y fut dressé dans la suite. Un autre projet à caractère militaire de Napoléon était de joindre les plateaux du Limpertsberg et du Kirchberg par un grand pont enjambant la vallée de l'Alzette: nous sommes en train de réaliser l'idée de l'empereur.

En juin 1807 une poudrière au Verlorenkost sauta, détruisant en grande partie les faubourgs du Grund et de la Basse-Pétrusse: trente-deux morts et cent vingt blessés.

La débâcle de l'Empire commença par la retraite de Russie. Quand, après la bataille de Leipzig, les alliés envahirent la France, derrière les armées de campagne un corps de Hessois vint cerner la forteresse de Luxembourg. Trop faibles pour donner l'assaut, les Hessois tentèrent deux fois d'entrer dans la ville par escalade, avec l'aide de quelques bourgeois, mais deux fois ils échouèrent. Ce ne fut qu'après la capitulation de Paris que le général français Duclaux remit la forteresse à un officier autrichien désigné à cet effet. Le 3 mai 1814 la garnison française se retira en direction de Thionville.

Un régime provisoire dura quelques mois. Puis le Congrès de Vienne décida de la destinée du Luxembourg.

## 8. — Luxembourg, capitale du Grand-Duché indépendant

Après la chute de Napoléon, les compétitions et les marchandages des vainqueurs aboutirent à une réorganisation territoriale de l'Europe. Dans nos régions la Hollande et la Belgique furent réunies en royaume des Pays-Bas, sous Guillaume

I<sup>er</sup> d'Orange-Nassau, qui reçut en outre la plus grande partie de l'ancien duché de Luxembourg, promu au rang de Grand-Duché par égard pour le prestige personnel du roi. Les cantons de Bitbourg et de Saint-Vith furent attribués à la Prusse, qui avait fait de vains efforts pour obtenir le tout. Mais en outre le Grand-Duché devait avoir quelque lien avec la Confédération germanique et notamment la forteresse devait être forteresse fédérale, pour servir à la défense du nouvel ordre contre les velléités de revanche de la France. Un traité accessoire stipulait que la garnison serait fournie pour les trois quarts par la Prusse et pour un quart par les Hollandais. Mais le roi grand-duc, qui à cette époque, n'aimait pas à se commettre avec les Prussiens, ses rivaux en Luxembourg, n'a jamais fait usage de son droit et la garnison fut prussienne jusqu'à la fin, en 1867. Venant voir le pays, Guillaume I<sup>er</sup> s'est arrêté à Arlon en 1817, à Bouillon en 1823 ; jamais il n'est venu dans la capitale occupée par la garnison prussienne.

Pendant cette période un certain nombre d'ouvrages de la forteresse furent reconstruits, quelques-uns furent encore ajoutés, entre autres un fort au Fetschenhof qui reçut le nom du général prussien Du Moulin, qui fut le commandant de la forteresse de 1815 à 1842. Mais la présence de la garnison dans la ville devait avoir une influence politique durant la période révolutionnaire de 1830 à 1839.

Le Luxembourg, en effet, fut entraîné dès 1830 dans la révolution belge, par la faute du roi qui, avant 1830, avait traité le pays comme une province belge de son royaume, alors que selon les dispositions du Congrès de Vienne il aurait dû lui accorder une administration autonome. Le Grand-Duché ne devait pas faire partie du royaume des Pays-Bas, mais appartenir au roi et à la dynastie d'Orange-Nassau « en toute propriété et souveraineté », en échange des territoires allemands auxquels ils avaient renoncé et qui avaient été incorporés dans le duché de Nassau. Quand la révolution éclata à Bruxelles, quelques hommes politiques originaires du Luxembourg cherchèrent à obtenir l'adhésion de leurs compatriotes à la Belgique et ils réussirent généralement dans les campagnes. Mais le gouverneur Du Moulin empêchait tout mouve-



ment séditionnel dans la capitale, qui resta ainsi dans l'obédience du roi des Pays-Bas pendant ces années d'indécision où le plat pays était administré par un gouverneur belge résidant à Arlon. On sait que cette situation équivoque, par la force du Traité des Vingt-quatre Articles, se termina en 1839 par un partage du Grand-Duché, dont cinq districts avec Arlon furent cédés à la Belgique, tandis que Guillaume I<sup>er</sup> et ses successeurs ne conservèrent que trois districts, qui forment le Grand-Duché actuel.

Un autre mouvement révolutionnaire, celui de 1848, ne provoqua que quelques remous insignifiants dans le pays. Dans la ville il y eut une émeute assez anodine qui amena les prolétaires des faubourgs à briser les vitres de la maison du bourgmestre Ferdinand Pescatore.

Le règne de Guillaume II (1840-49) est d'une importance capitale pour l'organisation administrative et l'évolution politique du pays, qui reçut sous lui son gouvernement propre, sa première constitution et ses institutions administratives, culturelles et autres, de même qu'il fut érigé en vicariat apostolique (1840), pour devenir plus tard (1870) évêché. Tous ces changements eurent naturellement une influence sur la situation et le caractère de la ville qui devint ainsi la capitale d'un Etat indépendant avec toutes les attributions que ce statut comporte. En 1843 intervint aussi le reforcement du règlement communal établi depuis vingt ans et qui régit aujourd'hui encore l'organisation municipale, dirigée par le conseil communal au sein duquel sont choisis le Bourgmestre et les échevins. Extérieurement cependant, il n'y eut pas encore de transformations importantes, la ville restait toujours enfermée dans le cadre étroit de la forteresse.

C'est seulement à la suite de l'évolution en Allemagne, décidée par l'issue de la guerre de 1866 entre la Prusse et l'Autriche, et des complications internationales qui en résultèrent, qu'un ordre nouveau s'annonça pour la ville et le pays de Luxembourg. Le traité de Londres du 11 mai 1867 mit fin à l'affaire du Luxembourg, soulevée par la rivalité entre la France et la Prusse pour la possession de la célèbre forteresse et du pays tout entier. La conférence de Londres, proclamant la neutralité non armée du Grand-Duché, placée sous la garan-

tie des grandes puissances européennes, décida ainsi le démantèlement de la forteresse et transforma Luxembourg en ville ouverte. La garnison prussienne sortit de la ville dans la matinée du 9 septembre 1867. Dans l'après-midi les chasseurs luxembourgeois y firent leur entrée et le soir le corps de garde de la Place d'Armes fut occupé par des soldats luxembourgeois.

C'était l'indépendance définitive du pays et la capitale, bientôt délivrée du carcan qui l'enserrait, s'ouvrait à un large et radieux avenir. Des tours, des portes et des murs provenant des anciennes fortifications entourent encore aujourd'hui la bonne ville de Luxembourg : attrait touristique, souvenirs d'un passé glorieux et mouvementé.

### 9. — Ville ouverte. Ville européenne

C'est le chemin de fer qui, une décade plus tôt, avait ouvert les premières brèches dans l'enceinte fortifiée de Luxembourg. La gare dite centrale, il est vrai, dut être établie hors de la ville à la demande des autorités militaires, assez près cependant pour être à portée des canons de la garnison. Mais les lignes elles-mêmes, pour y aboutir, furent amenées par le territoire de la ville, au-dessus des faubourgs, par des viaducs à arcades nombreuses, qui donnent de nos jours encore son cachet particulier à la ville.

Relié au réseau des communications internationales, point d'intersection des lignes passant des Pays-Bas et de Belgique à l'Alsace, la Suisse et l'Italie et de la Rhénanie vers Metz, Charleville ou Paris, Luxembourg a pu profiter pleinement du renouveau économique (que lui garantissait l'appartenance du pays au Zollverein allemand), lorsque la démolition des ouvrages militaires fournit l'occasion de construire de nouveaux quartiers d'habitation, de moderniser les services publics et de monter des entreprises industrielles.

C'est dans le dernier quart du siècle que l'aménagement du côté ouest de la ville fut réalisé. Les autorités, heureusement inspirées par des urbanistes français et allemands, ménagèrent autour du noyau de l'ancienne ville un vaste ensemble de parcs à l'endroit et au-delà des remparts fortifiés de jadis. Plus loin, les nouveaux quartiers de Bel-Air et du

Limpertsberg commençaient alors à se constituer. En 1903, la construction du pont nommé d'après le grand-duc Adolphe, et qui fut à l'époque le plus grand pont en pierre à une arche centrale (84 m. d'envergure ; d'après les plans de l'ingénieur P. Séjourné, Paris) permit de réaliser un projet envisagé depuis des siècles. Enjambant la vallée de la Pétrusse vers le plateau Bourbon, la ville s'empara, en direction de la gare, de vastes emplacements qui furent rapidement lotis.

C'est également vers cette époque que Luxembourg s'est équipé de services publics modernes. Tramways à chevaux, électriques ensuite (jusqu'à la récente généralisation des autobus, en 1961), usines à gaz, usines électriques, abattoirs, services des eaux, canalisations et égouts suffisant aux besoins accrus, élevèrent bientôt le confort au niveau du vingtième siècle.

Depuis qu'en 1890, par la mort de Guillaume III, l'union personnelle entre les Pays-Bas et le Luxembourg était rompue, la capitale du Grand-Duché redevint résidence princière et l'ancien Hôtel de Ville fut transformé en Palais grand-ducal. Par ailleurs, la ville hébergea dans des bâtiments militaires délaissés les administrations en développement, en attendant la construction d'édifices publics nouveaux, et les fonctionnaires étaient désormais nombreux parmi la population citadine.

Parallèlement les manufactures de naguère, situées devant les portes de la ville (fayencerie de Muhlenbach, moulins d'Eich, ateliers textiles à Schleifmühl et à Pulvermühl...) s'agrandirent ou se dédoublèrent par des usines modernes (notamment les hauts-fourneaux et fonderies d'Eich et de Dommeldange fondés par les frères Metz). La population ouvrière s'accrut considérablement et les espaces libres entre la ville et les faubourgs et villages de la banlieue s'amenuisèrent. En 1920 les autorités tirèrent les conséquences de cette évolution en englobant dans la commune de Luxembourg les circonscriptions limitrophes de Hollerich, Eich, Rollingergrund et Hamm. La population civile de la commune de Luxembourg, qui avait été de 8.000 personnes vers 1795 et de 13.000 en 1867, fut portée ainsi à 46.000 et n'a cessé de s'accroître depuis : elle est près d'atteindre actuelle-

ment le chiffre de 80.000 habitants, le quart de la population totale du Grand-Duché.

A deux reprises le développement de la ville subit pourtant, au cours de notre siècle, de terribles contre-coups. Le dimanche 2 août 1914 les troupes allemandes envahirent la ville et le Grand-Duché (à 9,50 heures le major prussien von Bärensprung télégraphia au gouvernement grand-ducal qu'il avait occupé la ville de Luxembourg «auf Befehl der 16. Division» 1) et le vendredi 10 mai 1940 à nouveau les Luxembourgeois devaient assister, impuissants, à l'étrange spectacle des colonnes d'infanterie, flanquées de leurs officiers à cheval, montant des faubourgs vers la ville haute et continuant vers l'ouest leur marche cadencée. Si de 1914 à 1918 l'Allemagne de Guillaume II, dont l'état-major se fixa temporairement à Luxembourg, capitale d'un pays pourtant neutre par définition, se bornait (en donnant lieu à de multiples frictions) à occuper militairement le Grand-Duché, la situation durant la seconde guerre fut bien plus grave. Préparant l'annexion du pays à son empire, Hitler étendit au Luxembourg les institutions d'outre-Moselle. L'administration municipale, elle aussi, subit l'emprise de fonctionnaires allemands; les noms des rues se germanisèrent et le culte du gothique, dans tous les domaines, remplaçait les traditions luxembourgeoises... Les souffrances morales des habitants de la ville étaient pareilles à celles de tous les Luxembourgeois; mais la croix gammée, flottant aux bâtiments publics, plus qu'ailleurs offusquait leurs regards, et la villa Pauly, le siège de la police secrète, symbole de la terreur, se trouvait entre leurs murs.

Ce qui à Luxembourg fut commun aux deux guerres mondiales, c'étaient les cartes de rationnement d'un ravitaillement de plus en plus maigre, les bombardements aériens, en 1917 et 18 sans trop de dégâts, en 1944 à plusieurs reprises effarants et faisant de nombreuses victimes, mais c'étaient aussi les joies de la libération par les troupes alliées, journées radieuses dans la mémoire des temps.

Depuis 1945, les plaies pansées et guéries, Luxembourg s'est tourné vers un nouveau destin. Choisi en 1952 par le Conseil des Ministres de la Communauté Européenne du Char-

## RÉSOLUTION

Le Conseil Communal de la Ville de Luxembourg,

Vu les conclusions de la Conférence de Paris des Ministres des Affaires Etrangères des 6 et 7 janvier 1958,

Considérant que la question du choix des sièges des Communautés Européennes fera l'objet d'une nouvelle Conférence des six Gouvernements au mois de juin prochain après différentes consultations préalables,

Convaincu que la Ville de Luxembourg ne saurait être privée du siège européen qu'elle détient depuis plus de cinq ans,

Estime que sa population, formée dans les traditions séculaires des influences culturelles de ses voisins, a toujours cultivé l'esprit européen et a ainsi contribué, au carrefour des peuples, à créer cette ambiance dans laquelle évoluera au mieux l'union des nations de l'Europe,

Rappelle que la Ville de Luxembourg, du fait de sa position géographique centrale, des moyens de communication et des possibilités d'hébergement, répond à toutes les exigences pouvant déterminer le choix des Gouvernements,

Souligne les grands et fructueux efforts qui ont été accomplis à Luxembourg, tant par les pouvoirs publics que par les initiatives privées, pour assurer aux institutions européennes qui s'y trouvent déjà les conditions matérielles de travail les meilleures,

Relève que les projets d'urbanisation et de construction permettent dès à présent une implantation définitive et toute extension future des institutions européennes,

Prie les Gouvernements des six pays de consacrer par une décision définitive la capitale du Luxembourg, qui est prête à entreprendre tous les efforts supplémentaires nécessaires, comme siège des institutions européennes, ou du moins comme siège définitif de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et de l'Euratom, si le principe de l'unicité n'était pas réalisé.

bon et de l'Acier (CECA) comme siège provisoire de ses institutions, la ville accentue son caractère cosmopolite. Elle se développe vers le plateau du Kirchberg, au-delà des rochers escarpés qui jusqu'ici ont gêné son expansion vers l'est. Elle crée des écoles nouvelles et construit de vastes bâtiments pour les administrations européennes ; elle s'équipe à l'instar des grandes capitales. En 1958, expression formelle de cette hospitalité au service d'une communauté plus grande, une résolution du Conseil Municipal pose la candidature officielle de la ville au siège définitif de la CECA et, au-delà, de toutes les institutions européennes.

Photos: Couverture: Marcel Schroeder  
Plan Guicciardini: Marcel Schroeder  
Vue aérienne: Archives de la Ville  
Monument du Souvenir: Ed. Kutter jr.

---

Imprimerie Centrale. — Luxembourg